



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **21 MARS 2025** sur convocation adressée aux
Conseillers le 14 mars 2025

TENUE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **vingt et un mars à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, **Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. BALLET a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Présents – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, Mme Isabelle GIRARD, M. Franck CAVAYE, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, M. Jean-Michel MARCHIONI, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, M. Moussa GHANEM, M. Thierry STURBOIS, Mme Isabelle CAZENAVE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Marion LAMBERTI, Mme Najat ZERHOUNI, M. Vincent METIVIER, M. Edouard LOTTEAU, Mme Nathalie FERNANDES, M. Alexis CHANTELOUP, Mme Olivia SZATKOWSKI, M. Serge KOBÄ, M. Emmanuel CANTO, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC

Ont donné mandat – Mme Anne-Marie AMSELLEM à M. Jean-Marie BALLET, Mme Raymonde MADRID à M. Franck CAVAYE, Mme Dominique RENOUF à Mme Marion LAMBERTI, Mme Pariza MESSAOUDENE à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Eric MALEVERGNE à M. Thierry STURBOIS, Mme Sophie ANDRE à M. Jean-Michel MARCHIONI, Mme Géraldine HERMANN à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN à Mme Nathalie FERNANDES, Mme Anne BRUMENT à Mme Bouchra SIRSALANE, M. Christophe HAUTBOURG à M. Emmanuel CANTO, M. Francis POEZEVARA à M. Brice LOE MIE

Excusé – M. Pascal CAUMONT

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

TENUE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Jusqu'à la mise en œuvre de la nomenclature M57, nouvelle norme comptable pour l'ensemble des collectivités à compter du 1er janvier 2024, le rapport sur les orientations budgétaires de la commune devait se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget.

La Ville de Puteaux ayant adopté ce référentiel, elle doit à présent se référer au calendrier de vote du budget des métropoles, comme le prévoit le III de l'article 106 de la loi NOTRe adoptée le 7 août 2015.

Ainsi, la présentation des orientations budgétaires intervient dorénavant dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget. Le projet de budget est préparé et présenté par l'exécutif qui est tenu de le communiquer aux membres du conseil avec les rapports correspondants douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen du budget.

Ce délai de convocation concerne uniquement le budget primitif. Les règles de droit commun s'appliquent à toutes les autres délibérations budgétaires des entités du bloc communal. C'est dans ce cadre que le Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 de la ville de Puteaux a été élaboré. Il est pris acte du Débat des Orientations Budgétaires par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote.

Il est donc proposé au Conseil municipal de débattre des orientations budgétaires 2025 relatives au budget principal et au budget annexe 2025,

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2312-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (ATR) et notamment son article 11 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) et notamment son article 107 ;

Vu la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, et notamment son article 17 ;

Vu la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et notamment son article 61 ;

Vu la délibération n°2023-112 du 29 septembre 2023 ayant adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu la délibération n°2023-145 du 6 décembre 2023 ayant adopté le règlement budgétaire et financier de la Ville de Puteaux ;

Vu la délibération relative au rapport de situation égalité femmes-hommes soumise au présent Conseil municipal ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 ;

Vu le rapport d'orientations budgétaire ci-annexé ;

Considérant l'obligation de tenir un débat sur les orientations budgétaires relatif aux budgets principal et annexe de l'exercice 2025 dans un délai de dix semaines qui précède l'examen de celui-ci ;

Considérant l'obligation d'assortir ce débat d'un rapport présentant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette, mais aussi comportant une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE :

Article unique : Prend acte de la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires relatif aux budgets principal et annexe de l'exercice 2025.


Le Secrétaire,

Le 02/04/2025


Monsieur Jean-Marie BALLET
3^{ème} Adjoint au Maire

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD




Maire de Puteaux
Vice-président du territoire
Paris Ouest La Défense

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.